

RAPPORT DU
COMMISSAIRE AUX
COMPTES

*FONDS DE DOTATION
PARIS 2024*

31/12/2020

,,*,*,*
.,.,.,.

SOMMAIRE

RAPPORT SUR LES COMPTES ANNUELS

COMPTES ANNUELS

RAPPORT SPECIAL

FONDS DE DOTATION PARIS 2024

Siège social : 46 RUE PROUDHON
93210 SAINT-DENIS

881 208 946 00023

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS
Exercice clos au 31/12/2020

Aux membres,

Opinion

En exécution de la mission que vous nous avez confiée, nous avons effectué l'audit des comptes annuels du FONDS DE DOTATION PARIS 2024 relatifs à l'exercice clos le 31/12/2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine du FONDS DE DOTATION PARIS 2024 à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2020 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, [nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du bureau et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux l'Assemblée Générale.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Paris, le 07 Septembre 2021

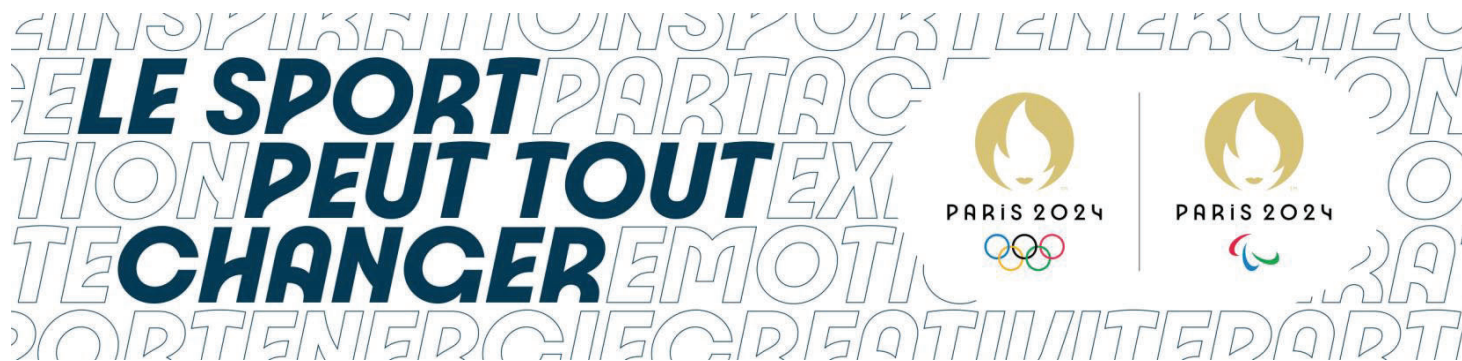
Le Commissaire aux comptes

ORCOM AUDIT,



Bruno ROUILLE

Associé



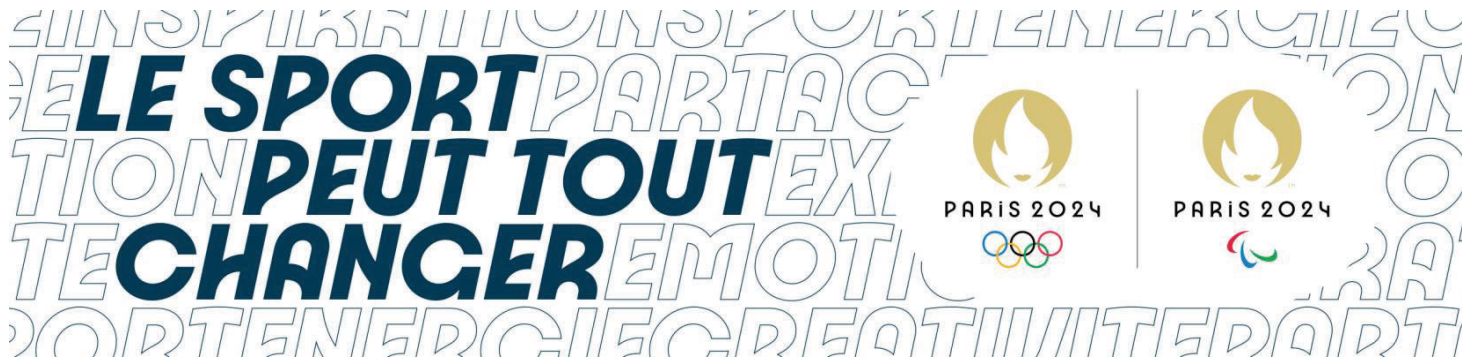
II. PRESENTATION DU BILAN

Le bilan de fin d'exercice présenté ci-après correspond au bilan avant répartition du résultat net.

II.1 BILAN ACTIF

ACTIF		Exercice clos le 31/12/2020 (13 mois)	
	Brut	Amort. et dépréc.	
Capital souscrit non appelé (0)			
ACTIF IMMOBILISE			
Immobilisations incorporelles			
Frais d'établissement			
Recherche et développement			
Concessions, brevets, droits similaires			
Fonds commercial			
Autres immobilisations incorporelles			
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles			
Immobilisations corporelles			
Terrains			
Constructions			
Installations techniques, matériel et outillage industriels			
Autres immobilisations corporelles			
Immobilisations en cours			
Avances et acomptes			
Immobilisations financières			
Participations évaluées selon mise en équivalence			
Autres participations			
Créances rattachées à des participations			
Autres titres immobilisés			
Prêts			
Autres immobilisations financières			
TOTAL (I)			

	Brut	Amort. et dépréc.
ACTIF CIRCULANT		
Stocks et en cours Avances et acomptes versés sur commandes Clients et comptes rattachés		
Créances Autres créances - Fournisseurs débiteurs - Personnel - Organismes sociaux - État, impôts sur les bénéfices - État, taxes sur le chiffre d'affaires - Autres Capital souscrit et appelé, non versé		
Trésorerie disponible et liquidités Valeurs mobilières de placement Disponibilités Instruments de trésorerie Charges constatées d'avance		
TOTAL (II)		
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III) Primes de remboursement des obligations (IV) Écarts de conversion actif (V)		
TOTAL ACTIF (0 à V)		

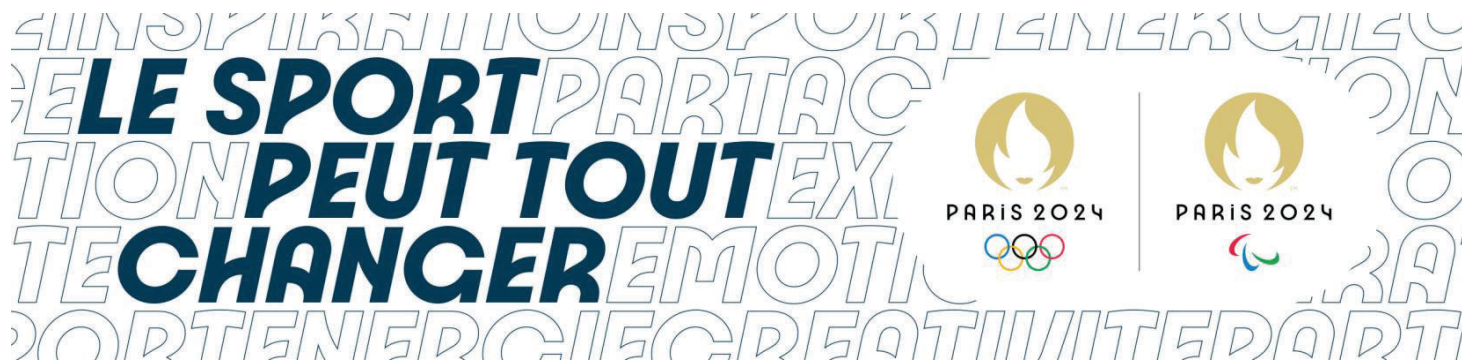


II.2 BILAN PASSIF

PASSIF		Ex. clos le 31/12/2020 (13 mois)
FONDS PROPRES		
Fonds associatifs sans droit de reprise		
Écarts de réévaluation		
Réserve légale		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves		
Report à nouveau		
Résultat de l'exercice		-9 942
AUTRES FONDS ASSOCIATIFS		
Fonds associatifs avec droit de reprise		
- Apports		
- Legs et donations		
- Résultats sous contrôle de tiers financeurs		
Écart de réévaluation		
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
Droit des propriétaires		
TOTAL (I)		-9 942
Compte de liaison		
Fonds dédiés sur subvention de fonctionnement		
Fonds dédiés sur autres ressources		
TOTAL (II)		



<div> <div></div> <div>PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</div> </div> <div> <div>Provisions pour risques</div> <div>Provisions pour charges</div> </div> <div>TOTAL (III)</div>	
<div> <div></div> <div>EMPRUNTS ET DETTES</div> </div> <div> <div>Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit</div> <div> <div>- Emprunts</div> <div>- Découverts, concours bancaires</div> </div> <div>Emprunts et dettes financières diverses</div> <div> <div>- Divers</div> <div>- Associés</div> </div> <div>Avances et acomptes reçus sur commandes en cours</div> <div>Dettes</div> <div>Dettes fournisseurs et comptes rattachés</div> <div>Dettes fiscales et sociales</div> <div> <div>- Personnel</div> <div>- Organismes sociaux</div> <div>- État, taxes sur le chiffre d'affaires</div> </div> <div>Dettes sur immobilisations et comptes rattachés</div> <div>Autres dettes</div> <div>Instruments de trésorerie</div> <div>Produits constatés d'avance</div> </div> <div>TOTAL (IV)</div>	<div>9 942</div> <div>9 942</div>
Écarts de conversion passif	
TOTAL PASSIF (I à V)	



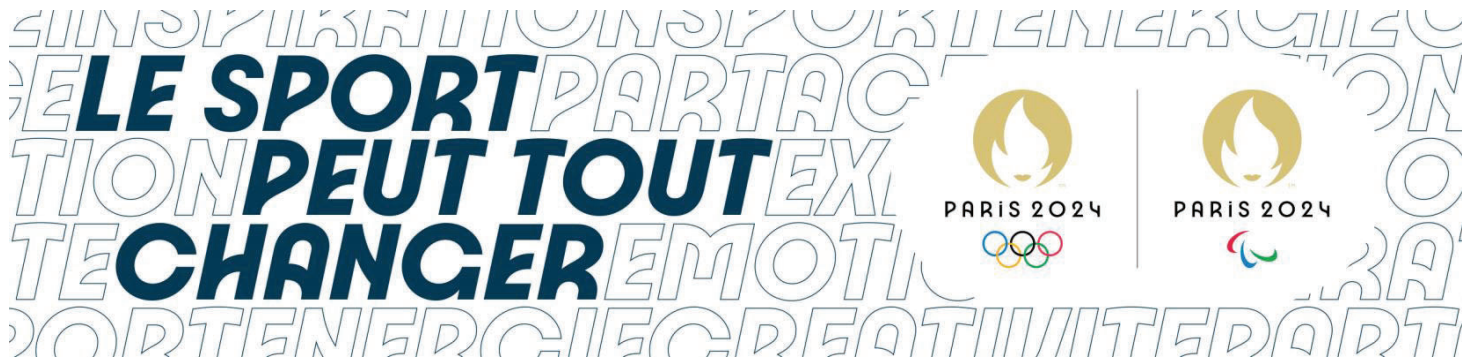
II.3 ECHEANCE DES CREANCES ET DES DETTES

Ci-dessous un état des créances ventilées par échéance :

ETAT DES CREANCES	Montant Brut	A 1 an au plus	A plus d'un an
Autres immobilisations financières			
Autres créances clients (1)			
Avance fournisseurs & débiteurs			
Personnel et comptes rattachés			
Organismes Sociaux			
Etat et autres collectivités publiques :			
- T.V.A			
Débiteurs divers			
Charges constatées d'avance (2)			
TOTAL GENERAL			

Ci-après un état des dettes ventilées par échéance :

ETAT DES DETTES	Montant Brut	A 1 an au plus	A plus d'un an
Emprunts et dettes financières divers (3)			
- Emprunt bancaire & intérêts			
- Concours bancaires & intérêts			
Fournisseurs, Fournisseurs d'immobilisations et comptes rattachés	9 942	9 942	
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
Etat et autres collectivités publiques :			
- T.V.A			
- Autres impôts et taxes			
Autres dettes			
Produits constatés d'avance (4)			
TOTAL GENERAL	9 942	9 942	



II.4 VARIATION DES FONDS PROPRES

VARIATION DES FONDS PROPRES			Résultat 2020	31/12/2020
Fonds associatifs sans droit de reprise				
Réserve légale				
Autres réserves				
Report à nouveau	-	-		-
Résultat de l'exercice	-	-	9 942	9 942
Autres fonds associatifs				
Subventions d'investissement				
Provisions réglementées				
TOTAL	-	-	9 942	9 942

II.5 PROVISIONS

Aucune provision n'a été constaté à la clôture de l'exercice.

II.5.1 CHARGES A PAYER ET AVOIRS A ETABLIR

CHARGES À PAYER ET AVOIRS À ÉTABLIR INCLUS AU BILAN	TTC
Factures fournisseurs et comptes rattachés :	9 792
- Fournisseurs factures non parvenues	9 792
Factures d'immobilisations :	
TOTAL FACTURES NON PARVENUES	9 792
Dettes fiscales et sociales :	
- Congés payés (charges incluses)	
- Autres taxes / salaires (contribution au développement paritarisme)	
TOTAL DETTES FISCALES ET SOCIALES	
TOTAL	9 792

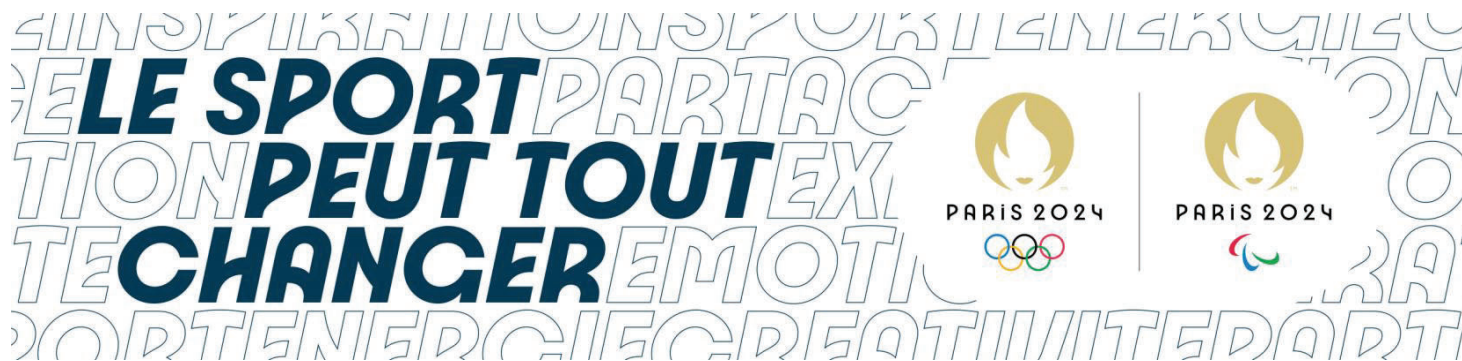
III. PRESENTATION DU COMPTE DE RESULTAT

III.1 COMPTE DE RESULTAT (EN LISTE)

COMPTE DE RESULTAT			Ex. clos le 31/12/2020 (13 mois)
	France	Exportations	Total
PRODUITS D'EXPLOITATION			
Ventes de marchandises			
Production vendue biens			
Production vendue services			
Chiffres d'affaires NET			
Production stockée			
Production immobilisée			
Subventions d'exploitation			500 000
Reprises sur amort. et prov., transfert de charges			
Autres produits			
Total des produits d'exploitation (I)			500 000
CHARGES D'EXPLOITATION			
Achats de marchandises (y compris droits de douane)			
Variation de stock (marchandises)			
Achats de matières premières et autres approvisionnements			
Variation de stock (matières premières et autres approv.)			
Autres achats et charges externes			9 942
Impôts, taxes et versements assimilés			
Salaires et traitements			
Charges sociales			
Dotations aux amortissements sur immobilisations			
Dotations aux provisions sur immobilisations			
Dotations aux provisions sur actif circulant			
Dotations aux provisions pour risques et charges			
Subventions accordées par l'association			500 000
Autres charges			
Total des charges d'exploitation (II)			509 942
RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)			
			-9 942



Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun	
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)	
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)	
Produits financiers	
Produits financiers de participations	
Produits des autres valeurs mobilières et créances d'actif	
Autres intérêts et produits assimilés	
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges	
Différences positives de change	
Produits nets sur cessions valeurs mobilières placement	
Total des produits financiers (V)	
Charges financières	
Dotations financières aux amortissements et provisions	
Intérêts et charges assimilées	
Différences négatives de change	
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	
Total des charges financières (VI)	
RESULTAT FINANCIER (V-VI)	
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT (I-II+III-IV+V-VI)	-9 942
Produits exceptionnels	
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	
Produits exceptionnels sur opérations en capital	
Reprises sur provisions et transferts de charges	
Total des produits exceptionnels (VII)	
Charges exceptionnelles	
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	
Total des charges exceptionnelles (VIII)	
RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII-VIII)	
Participation des salariés (IX)	
Impôts sur les bénéfices (X)	
Total des Produits (I+III+V+VII)	500 000
Total des charges (II+IV+VI+VIII+IX+X)	509 942
RESULTAT NET	-9 942



III.2 HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES	Montant TTC
- Honoraires au titre du contrôle légal des comptes	6 696
- Honoraires facturés au titre des conseils et prestations de services	0
TOTAL	6 696

IV. PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

IV.1 DUREE ET DATES DE L'EXERCICE COMPTABLE

Ce premier exercice clôturé le 31 décembre 2020 a une durée d'un peu plus de 13 mois. Il a débuté à la création du Fonds, le 27 novembre 2019 et s'est terminé à la fin de l'année civile 2020. Par commodité, nous indiquerons 13 mois dans les tableaux financiers.

Il est précisé que toutes les données chiffrées sont exprimées en euros (€) et TTC, la TVA n'étant pas récupérable par les fonds de dotation.

IV.2 REFERENTIEL COMPTABLE

Les comptes annuels de l'exercice clos au 31 décembre 2020 ont été établis conformément aux dispositions du règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général sous réserve des dispositions particulières figurant dans le règlement n°2018-06 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Conformément à l'article 11 des statuts, les comptes annuels de l'Association sont présentés au Conseil d'Administration.

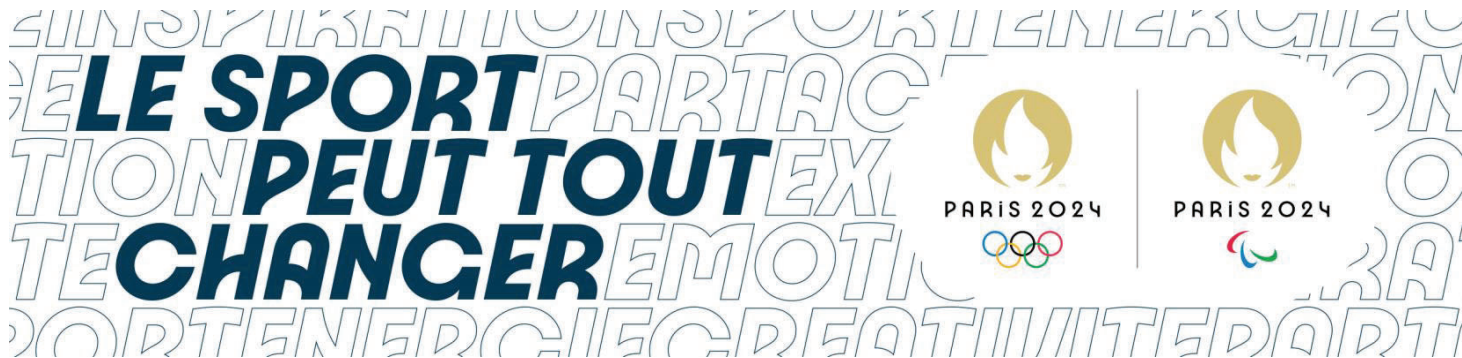
Les comptes sont présentés dans le respect du principe de continuité d'exploitation, compte tenu des revenus prévisionnels attendus et de la maîtrise des dépenses.

IV.3 CHANGEMENT DE METHODE COMPTABLE EFFECTUE

Du fait de ce premier exercice, aucun changement de méthode n'est à signaler.

IV.4 DEROGATIONS AUX PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES

Aucune dérogation aux principes et méthodes comptables n'a été appliquée dans l'exercice.



IV.5 ENGAGEMENTS FINANCIERS HORS BILAN

En application de l'art. 833-18/1, les informations suivantes doivent notamment être fournies si elles sont significatives :

- Avals, cautionnements et garanties donnés / reçus ;
- Engagements en matière de pensions ou d'indemnités assimilées ;
- Sûretés réelles consenties (hypothèques, gages, nantissements) pour garantir des dettes.

Conformément à la réglementation susmentionnée, les engagements financiers figurant ci-après correspondent :

- Aux éléments ne figurant pas dans le bilan, connus au 31 décembre 2020 (certains montants comptabilisés étant rappelés uniquement à titre de complément d'information)
- Aux éléments notables, soit par la somme engagée, soit par leur caractère déterminant pour le fonctionnement ou l'activité du Fonds de Dotation.

IV.5.1 ENGAGEMENTS REÇUS

- **DE PARIS 2024**

Conformément aux statuts du Fonds de dotation, et son article 7, son Fondateur s'est engagé à verser une dotation en capital d'une somme en numéraire de quinze mille euros (15.000 €). Au 31 décembre 2020, Paris 2024 n'avait pas encore versé cette dotation.